

## ARRÊTÉ N° 2025 – 165 du 30 juillet 2025

Portant sur une réglementation temporaire de la circulation et du stationnement, en agglomération, chemin des Rives Basses à BESSIÈRES

**Cédric MAUREL, Maire de Bessières,**

**Vu** le procès-verbal de la séance du Conseil Municipal en date du 23 mai 2020 au cours de laquelle il a été procédé à l'élection du maire ;

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2211-1, L2212-1 et suivants, L2213-1 et suivants ;

**Vu** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière du 22 octobre 1963 modifiée ;

**Vu** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, modifié et complété, sur la signalisation des routes et autoroutes ;

**Vu** le Code de la Voirie Routière ;

**Vu** le Code de la Route ;

**Vu** le Code Pénal ;

**Considérant** la demande formulée par l'entreprise CANA TP, représentée par Monsieur FURLAN, pour des travaux de raccordement d'un lotissement au réseau d'eaux usées, sur le chemin de la Rive Basse à Bessières;

**Considérant** que ces travaux risquent de perturber le trafic routier et le stationnement, chemin de Rives Basses à Bessières ;

**Considérant** la nécessité de prendre des mesures afin d'assurer la sécurité des usagers ;

**Considérant** qu'il appartient au Maire de prendre toutes les dispositions utiles pour assurer le bon ordre, la tranquillité et la sécurité publiques ;

### ARRÊTE

**Article 1 :** L'entreprise CANA TP est autorisée à occuper le domaine public chemin des Rives Basses à Bessières à partir du 18 août 2025, pour une durée de 35 jours calendaires.

**Article 2 :** A compter du 18 août 2025 pour une durée d'exécution des travaux de 35 jours calendaires, les mesures de police de la circulation suivantes pourront être prises.

- En cas d'obstruction d'un trottoir, un cheminement piéton devra être mis en place ;
- La chaussée pourra faire l'objet d'une restriction sur section courante, une largeur de 3 mètres devra être maintenue
- Un alternat de circulation devra être mis en place dès qu'une voie de circulation ne sera plus praticable ;
- Le stationnement des véhicules sera interdit aux abords et sur l'emprise du chantier
- La vitesse sera limitée à 30 km/h aux abords du chantier ;

**Article 3 :** La desserte des propriétés riveraines sera constamment assurée.

**Article 4 :** La signalisation au droit et aux abords du chantier sera mise en place, maintenue en permanence en bon état, adaptée pendant les interruptions et enlevée à la fin des travaux, sous le contrôle de l'entreprise CANA TP

Elle sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté du 06 novembre 1992 modifié et complété.

La signalisation permanente sera adaptée simultanément pour être en cohérence avec la signalisation provisoire.

**Article 5 :** Concernant le stationnement interdit et considéré comme gênant, une signalisation conforme au Code de la Route et aux dispositions de la huitième partie du livre 1 de l'instruction interministérielle relative à la signalisation routière, sera mise en place par le bénéficiaire au moins 8 jours à l'avance. Il s'assurera de la mise en place de panneaux réglementaires avec affichage de l'arrêté municipal correspondant.

La pose des panneaux 8 jours à l'avance étant indispensable pour obtenir l'enlèvement d'un véhicule gênant pendant les travaux, le bénéficiaire doit demander à la Police Municipale de constater la conformité de la signalisation dans le délai prescrit.

Le bénéficiaire devra s'assurer que les panneaux et l'affichage de l'arrêté municipal correspondant seront maintenus en position, depuis la constatation par la Police Municipale jusqu'à la fin des travaux.

**Article 6 :** Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur. Les véhicules en infraction au stationnement pourront faire l'objet d'une mise en fourrière, aux frais de leurs propriétaires.

**Article 7 :** Le présent arrêté sera affiché, publié ou notifié conformément à la réglementation en vigueur.

**Article 8 :** Le Maire informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois, à compter de son affichage, de sa publication ou de sa notification.

**Article 9 :** Le responsable de la Police Municipale et le Commandant de la Communauté de Brigades de Gendarmerie de l'Union sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bessières, le 30/07/2025

Le Maire,



Cédric MAURE